

QUELS CHANGEMENTS EN LIBYE ?

Luis Martinez

Depuis la suspension de l'embargo, en avril 1999, la Libye du colonel Kadhafi cherche à retrouver sa place dans le concert des nations. Mis au ban durant une décennie, en raison des accusations portées contre sa responsabilité dans les attentats de Lockerbie et de la Pan Am, la Libye a fait un retour remarqué sur la scène internationale. La Libye d'après-embargo souhaite résolument mettre un terme à la politique révolutionnaire des années soixante-dix et quatre-vingt. Depuis trois ans, Kadhafi cherche à offrir une autre image à la communauté internationale : la fin du pan-arabisme, la conversion de Kadhafi à un rôle de « sage en Afrique » et la volonté politique d'un rapprochement avec les USA constituent les faits marquants. A ces nouvelles orientations diplomatiques, s'ajoutent des mutations sociales et économiques importantes qui soulignent la nécessité d'une plus grande ouverture de la Jamahiriyya.

En janvier 2000, le colonel Kadhafi, prenant acte de l'échec de la Jamahiriyya (Etat des masses), lance devant le congrès général du peuple : « Ce système est aboli. Dès la tenue des congrès populaires de base et après la réunion du Congrès général du peuple, ce qu'on appelle le Comité Populaire Général n'existera plus. Dorénavant, il n'y a plus de « gouvernement »... Tout ce système est aboli ! Maintenant, nous travaillerons avec des communes et des chaabiyates. Tous les projets, le budget et l'argent, tout ce que vous faites à l'intérieur des chaabiyates ne dépendra plus « d'en haut », de Tripoli, de Jouffa ou de Syrte... Se sera le pouvoir du peuple, de la commune et de la Chaabiyate ». Ce discours se traduit par le remerciement de 14 ministres sur 21 qui constituaient le gouvernement. Le Guide s'en remet dorénavant aux commandements populaires et sociaux (CPS). Ces commandements sont constitués en partie de chefs de tribus et sont implantés dans toutes les régions. Les directives envoyées par le colonel Kadhafi aux commandements populaires et sociaux sont claires : ces derniers se doivent de renforcer le « pouvoir des masses ». En fait, la période de l'embargo a été propice au développement de la corruption. L'affaiblissement du pouvoir au cours de la décennie s'est traduit par l'expression d'un

mécontentement populaire et surtout par l'émergence, pour la première fois depuis la révolution, d'une guérilla islamiste. Pourtant le colonel Kadhafi avait anticipé le risque d'une contestation de son régime au nom de l'Islam en proclamant la sharia en 1994. Toutefois, entre 1995 et 1998, le régime va devoir « éradiquer » des organisations islamistes présentes dans le Djebel el Akhdar. Afin de contrer l'extension de l'islamisme, Kadhafi décide de condamner à l'emprisonnement toute personne suspectée de sympathie envers ces mouvements – que le Guide n'hésita pas à comparer au virus du sida. Aussi les discours critiques de Kadhafi, depuis deux ans, envers la Jamahiriyya, visent à enlever aux mouvements islamistes, seuls groupes d'opposants au régime bénéficiant d'une implantation sur le territoire, le monopole de la contestation.

Aux problèmes politiques s'ajoutent les difficultés économiques inhérentes au fonctionnement de la Jamahiriyya et à l'isolement du régime durant la décennie quatre-vingt-dix. Les revenus de la Libye, Etat rentier, proviennent exclusivement de l'exportation des hydrocarbures. En janvier 2000, le colonel Kadhafi décide qu'il doit « intervenir, aujourd'hui, pour arrêter cette roue qui tourne dans le vide et qui brûle le pétrole...c'est fini ! Plus de pitié, il s'agit d'une intervention révolutionnaire...les devises que vous obtenez en vendant le pétrole ne sont pas le fruit de votre effort...les revenus du pétrole doivent être exclusivement destinés aux infrastructures...vous voulez planter des roses, des œillets et du jasmin...nous devons sortir de l'arriération. La révolution a-t-elle eu lieu pour que les revenus du pétrole soient dépensés à l'étranger en achats de Kleenex ? » En fait, l'embargo permettait de masquer des problèmes économiques. Dès sa suspension, celui-ci ne pouvait plus être considéré comme le seul facteur de l'effondrement du pouvoir d'achat des libyens. Aussi la suspension de l'embargo apparaît du point de vue économique comme une espérance. La dévaluation du dinar libyen tout au long de la décennie quatre vingt dix était perçue comme le signe de l'affaiblissement de la Jamahiriyya. L'effondrement du pouvoir d'achat des libyens, inhérent à la dévaluation du dinar, avait provoqué un sentiment d'amertume au sein de la population, habituée à un niveau de vie élevé, au regard de la région (5500 \$ par habitant et par an). Aussi, au lendemain de la suspension de l'embargo, la banque centrale entreprend des initiatives afin de restaurer la monnaie libyenne. Elle s'attaque au marché parallèle de change, symbole des années d'embargo. En trois ans, elle permet de ramener le change de un dollar pour 1,4 dinars alors que celui-ci s'échangeait, en 1996, pour 3 dinars. Au redressement de la monnaie nationale s'ajoute l'espoir d'une modernisation des infrastructures. Le gouvernement libyen a évalué à 35 milliards de dollars les investissements à réaliser entre 2000 et 2005. Les secteurs des transports et du tourisme semblent prioritaires (renouvellement de la flotte de la Libyan Arab Airlines, construction d'une ligne de chemin de fer, etc.)

En fait, c'est surtout en politique internationale que les succès du colonel Kadhafi sont les plus visibles. Depuis la suspension de l'embargo, Kadhafi a orienté sa politique étrangère vers l'Afrique, et cela, non sans succès. En septembre 1999, lors du sommet extraordinaire de l'OUA à Syrte, le colonel Kadhafi lance son ambitieux projet des Etats-Unis d'Afrique : déçu par les Arabes et leurs ingratitude, Kadhafi se tourne à nouveau vers l'Afrique. Le soutien apporté par les Etats africains à la cause de la suspension de l'embargo (en juin 1998, l'OUA décide une levée partielle) entraîne Kadhafi à un abandon du pan-arabisme au profit d'un panafricanisme. En février 1998, est créée la Comessa (Communauté des Etats sahélo-saharien) qui vise à organiser et à structurer la politique africaine de Kadhafi. Le Tchad, le Soudan, le Niger, le Mali, le Burkina-Faso, l'Erythrée, la République centrafricaine, Djibouti, le Sénégal s'associent, à différents moments, à la Comessa. Tripoli retrouve son animation diplomatique des années pré-embargo mais à cette différence près que la capitale du Guide cherche à devenir la capitale de la paix en Afrique et non plus de la révolution. La promotion de son image de « Sage » s'inscrit dans cette conversion vers la paix que Kadhafi cherche à obtenir sur le modèle de Nelson Mandela...

Les changements en Libye semblent nombreux. Ils s'inscrivent parfois en contradiction avec la politique officielle. Ainsi, si la presse étrangère demeure toujours interdite, l'ouverture de cybercafés en Libye permet aujourd'hui un accès à l'information illimitée. De même l'ouverture à l'Afrique se traduit par une montée de sentiments xénophobes très importante. Les massacres d'Africains rappellent qu'à défaut de pouvoir juger la politique africaine de Kadhafi, les libyens peuvent exprimer – violemment – son rejet. En fait, la Libye semble à la croisée des chemins. Un fort courant de la population (70 % a moins de trente ans) semble fasciné par le modèle occidental et en particulier américain (l'explosion de la vente des CD et ouvrages d'apprentissages de l'anglais le montre) alors qu'un autre courant semble plus enclin à maintenir la Libye dans les rouages de sa révolution. C'est la synthèse de ces courants que le colonel Kadhafi semble chercher à satisfaire depuis trois ans non sans contradiction mais avec un brin de succès.

Coordinateur du dossier « La Libye après l'embargo », *Maghreb-Machrek*, n°170, oct.-déc. 2000